



**PRÉFET  
DU PAS-DE-  
CALAIS**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement des  
Hauts-de-France**

Unité départementale de l'Artois  
Centre Jean Monnet  
Avenue de Paris  
62400 Bethune

Béthune, le 12/12/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 29/10/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**SYMEVAD**

60 RUE Mirabeau prolongée  
CS 10 014  
62141 Évin-Malmaison

Références : 652-2025  
Code AIOT : 0007005848

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/10/2025 dans l'établissement SYMEVAD implanté Rue Albert Carré 62110 Hénin-Beaumont. L'inspection a été annoncée le 16/10/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'inspection avait pour objectif de solder le récolement de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 15/02/2021 portant sur l'installation de méthanisation. A la date de l'inspection, restait en effet à examiner une prise en compte satisfaisante de 4 prescriptions sur les 9 prescriptions mentionnées dans cet arrêté (le respect de 5 d'entre elles seulement avait pu être vérifié lors d'une inspection menée le 23 mars 2023).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SYMEVAD
- Rue Albert Carré 62110 Hénin-Beaumont
- Code AIOT : 0007005848
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le SYMEVAD (Syndicat Mixte d'Elimination et de Valorisation des Déchets) assure depuis le 1er janvier 2007 la compétence traitement des déchets ménagers et assimilés de la CAHC, de la CAD (respectivement Communauté d'Agglomération d'Hénin-Carvin et du Douaisis) et de la Communauté de Communes OSARTIS (Vitry-en-Artois). Il a été autorisé par arrêté préfectoral du 12/12/2013 à exploiter sur le territoire de la commune d'HENIN-BEAUMONT, en lieu et place de l'ancienne usine d'incinération des ordures ménagères, une unité industrielle TVME : Tri - Valorisation - Matière - Energie.

Cette unité a été dimensionnée pour traiter 100 000 t/an de déchets ménagers et assimilés (ordures ménagères résiduelles, refus de tri issus des collectes sélectives et « tout-venant » provenant des déchèteries) et pour produire notamment :

- une fraction recyclable comprenant des métaux ferreux et non ferreux, du bois et des inertes
- un combustible solide de récupération (CSR) de qualité cimentière, destiné à être valorisé thermiquement : environ 33 000 t/an
- du biogaz, injecté dans la canalisation de transport de gaz naturel (GrDF) qui passe à proximité du site d'implantation : quantité estimée à plus de 3,8 millions de Nm<sup>3</sup>/an.

La fraction non valorisable, estimée à 20 000 t/an, doit être éliminée en installation de stockage de déchets non dangereux.

L'unité de Tri et Valorisation Matière Energie, implantée sur un terrain d'environ 3 ha regroupe :

- plusieurs bâtiments fermés pouvant être décomposés en 5 modules principaux :

1- réception des déchets acheminés sur site par camions

2- tri mécanique des déchets : la chaîne de tri, composée d'équipements tels que cribles rotatifs, séparateurs... permet de séparer la fraction humide et riche en matière organique des déchets (85% du tonnage entrant des ordures ménagères) de la fraction sèche envoyée en affinage du CSR, et aussi d'extraire les inertes et les refus.

3- réaction biologique aérobie : homogénéisation, mélange et agitation de la fraction riche en matière organique des déchets avec apport d'eau conséquent. Cette étape permet de solubiliser dans l'eau une partie de la fraction organique et des chlorures. Après plusieurs jours de présence dans le mélangeur, les déchets sont pressés ; la fraction solide subit un séchage biologique et la fraction liquide riche en matière organique est dirigée vers l'installation de méthanisation.

4- séchage biologique : cette opération vise à sécher au mieux la fraction solide des déchets issue du module 3 avec insufflation d'air et la seule chaleur produite par les micro-organismes. Après décompactage, les résidus séchés sont acheminés vers l'affinage du CSR.

5- affinage du CSR : l'objectif est de séparer les corps lourds (inertes), des corps légers (combustibles) qui constitueront le CSR. Un tri granulométrique est effectué au moyen de cribles plans vibrants et une séparation par tri optique permet l'extraction du PVC. Deux fractions de CSR sont produites (fraction 0 - 20 mm et fraction inférieure à 30 mm) ; elles sont déferpillées avant évacuation.

- une installation de méthanisation et de gestion des effluents : elle est alimentée par les eaux de pressage issues du module 3 qui subissent un prétraitement physique puis une digestion anaérobie (deux digesteurs) permettant de valoriser la matière organique en produisant du biogaz.

- une installation de traitement et valorisation du biogaz : le biogaz produit est dirigé vers une unité

spécifique pour épuration ; un gazomètre est présent pour stocker provisoirement le biogaz en cas d'indisponibilité de cette unité de traitement. Le biométhane ainsi obtenu est injecté dans le réseau GrDF, et pour une faible quantité, valorisée en interne, en qualité de combustible pour la chaudière procédé.

- des équipements de traitement de l'air : dépoussiéreurs dotés de filtres à charbon actif, laveurs de gaz, biofiltre.

#### Contexte de l'inspection :

- Récolement
- Suite à mise en demeure

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	NCM2 - soupapes et disques de rupture surpression sur digesteurs	AP de Mise en Demeure du 15/02/2021, article 1	Susceptible de suites	Levée de mise en demeure
2	NCM3 - Soupapes et disques de rupture dépression sur digesteurs	AP de Mise en Demeure du 15/02/2021, article 1	Susceptible de suites	Levée de mise en demeure
3	NCM4 - trappe d'explosion tarée à 50 mbar	AP de Mise en Demeure du 15/02/2021, article 1	Susceptible de suites	Levée de mise en demeure
4	NCM7 - torchère : redondance du système d'allumage	AP de Mise en Demeure du 15/02/2021, article 1	Susceptible de suites	Levée de mise en demeure

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a transmis un dossier de porter à connaissance en préfecture, en date du 12 novembre 2025, pour demander l'adaptation technique des prescriptions contrôlées. Suite à une demande de compléments de l'inspection, l'exploitant a déposé un nouveau dossier complété en date du 04 décembre 2025.

L'inspection proposera prochainement un projet d'arrêté préfectoral complémentaire modifiant ces prescriptions.

Par conséquent, il est proposé de lever la mise en demeure du 15/02/2021 (sur les 9 prescriptions mentionnées dans cet arrêté, le respect de 5 d'entre elles avait pu être vérifié lors d'une inspection menée le 23 mars 2023).

## 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : NCM2 - soupapes et disques de rupture surpression sur digesteurs**

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 15/02/2021, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Protection contre les surpressions
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 23/03/2023</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b>  Article 8.2.1.5 - APA 12/12/2013
<b>Constats :</b>  <b>Constats précédents en date du 23/03/23:</b> L'inspection a constaté que: <ul style="list-style-type: none"><li>- l'ouverture des soupapes en cas de surpression est tarée à 36 mbar;</li><li>- les disques de rupture, non associés à des vannes d'isolement, qui constituent la barrière ultime pour évacuer la surpression, sont tarés à 45 mbar.</li></ul> <u>Observations de l'Inspection :</u> <ul style="list-style-type: none"><li>- au regard de la pression de décharge des soupapes récemment installées et si celle-ci n'est pas remise en cause, la surpression à laquelle le disque de rupture va céder ne peut être maintenue à la valeur prescrite de 35 mbar.</li><li>- compte tenu des caractéristiques du premier dispositif de sécurité sollicité en cas de surpression, à savoir la garde hydraulique conçue et maintenue pour évacuer une surpression de 35 mbar, les valeurs de surpression de la chaîne de sécurité constituée par la garde hydraulique, les soupapes et les disques de rupture paraissent cohérentes.</li></ul> <b>Au regard de ces éléments, il a été demandé à l'exploitant de déposer une demande en préfecture d'adaptation technique avec les éléments d'appréciation justificatifs sur ce point.</b>  <b>Constats en date du 29/10/25 :</b> L'exploitant a confirmé à l'inspection qu'aucun changement n'avait été apporté sur ces éléments, sans qu'aucune demande d'adaptation technique n'ait été déposée en préfecture ou envoyée à l'inspection. Les soupapes sont toujours tarées à 36 mbar au lieu de 30 mbar et les disques de rupture sont tarés à 45 mbar au lieu de 35 mbar.  En date du 12 novembre 2025, l'exploitant a déposé un dossier de porter à connaissance en préfecture comportant une demande d'adaptation technique de cette prescription, avec les éléments d'appréciation justificatifs.  L'inspection proposera prochainement un projet d'arrêté préfectoral complémentaire modifiant ces prescriptions.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

N° 2 : NCM3 - Soupapes et disques de rupture dépression sur digesteurs

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 15/02/2021, article 1

Thème(s) : Risques accidentels, Protection contre le risque de dépression

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 23/03/2023
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

Article 8.2.1.5 APA 12/12/2013

Constats :

Constats précédents en date du 23/03/23:

Les documents techniques justificatifs ont pu être consultés.

Ils concernent les soupapes installées en 2021 par PROTEGO avec vanne d'isolement, en remplacement des dispositifs STAMI ; l'ouverture des soupapes en cas de dépression est tarée à -4,5 mbar (deux soupapes par digesteur).

Facture PROTEGO en date du 18/11/2020 présentée ; y figurent les quatre soupapes de dépression (casse-vide) avec arrête-flammes intégré réf 121-VSV2B3-150-PN16 (ouverture en dépression : - 4,5 mbar)

Au regard de ces éléments et en dépit du changement des soupapes, une demande en préfecture d'adaptation technique avec les éléments d'appréciation justificatifs est nécessaire sur ce point ; les soupapes sont en effet tarées pour s'ouvrir à une dépression de -4,5mbar.

Constats en date du 29/10/25 :

L'exploitant a confirmé à l'inspection qu'aucun changement n'avait été apporté sur ces éléments, sans qu'aucune demande d'adaptation technique n'ait été déposée en préfecture ou envoyée à l'inspection.

L'ouverture des soupapes (2 soupapes par digesteur) en cas de dépression est toujours tarée à -4,5 mbar au lieu de -2 mbar.

Absence de disques de rupture en dépression.

En date du 12 novembre 2025, l'exploitant a déposé un dossier de porter à connaissance en préfecture comportant une demande d'adaptation technique de cette prescription, avec les éléments d'appréciation justificatifs.

L'inspection proposera prochainement un projet d'arrêté préfectoral complémentaire modifiant cette prescription.

Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

**N° 3 : NCM4 - trappe d'explosion tarée à 50 mbar**

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 15/02/2021, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Protection contre les surpressions
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 23/03/2023</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li> </ul>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 8.2.1.5 APA 12/12/2013 : trappes d'explosion tarée à 50 mbar sur digesteurs</p>
<p>Constats :</p> <p>Constats précédents en date du 23/03/23:</p> <p><b>Digesteurs non équipés d'une trappe d'explosion à la mise en service, non modifiés sur ce point à la date de l'inspection en date du 23/03/2023.</b></p> <p>Après investigations sur ce point (consultation des notices techniques des digesteurs du module de méthanisation installé sur le site du TVME), l'exploitant indique que les caractéristiques des digesteurs ne justifient pas qu'ils doivent être dotés de trappes d'explosion. <b>Une demande de modification de la prescription avec tous les éléments d'appréciation justificatifs doit être déposée sur ce point précis.</b></p> <p><b>Constats en date du 29/10/25 :</b>          Au jour de l'inspection, aucun changement, et aucune demande d'adaptation technique avec les éléments d'appréciation justificatifs n'a été déposée en préfecture ni envoyée à l'inspection.</p> <p>Ces éléments ont finalement été transmis dans le dossier de porter à connaissance déposé en préfecture en date du 12 novembre 2025.          L'inspection proposera prochainement un projet d'arrêté préfectoral complémentaire modifiant cette prescription.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

**N° 4 : NCM7 - torchère : redondance du système d'allumage**

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 15/02/2021, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des rejets atmosphériques

<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 23/03/2023</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Article 8.2.3APA 12/12/2013 - redondance du système d'allumage</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><u>Constats précédents en date du 23/03/23:</u></p> <p>L'exploitant a rappelé que la torchère installée sur site disposait du marquage CE.  Le système d'allumage n'est pas redondant mais l'objectif recherché est assuré par des essais répétés en cascade (3 tentatives d'allumage).  L'exploitant s'est rapproché du constructeur qui lui a confirmé qu'un tel dispositif de redondance n'existait pas, mais qu'une amélioration était envisageable par mise en place d'un report d'alarme en supervision permettant de réarmer la torchère sur défaut d'allumage.  Dispositif d'alarme mis en place pour acquitter depuis la salle de contrôle.  L'évolution a nécessité une modification du dispositif de supervision (vu sur site le 23/03/2023) ; elle permet une meilleure réactivité sur défaut d'allumage.  À noter qu'une temporisation a été intégrée au dispositif pour gérer les cas de signaux en conflit entre GRDF et l'exploitant.</p> <p><b>La prise en compte et la gestion de la non-conformité, telles que décrites ci-dessus, ne constituent pas en tant que telles une redondance du système d'allumage ; elles nécessitent qu'une demande justifiée d'adaptation de la prescription soit adressée en préfecture.</b></p> <p><b>Constats en date du 29/10/25 :</b>  Au jour de l'inspection, aucune demande d'adaptation technique avec les éléments d'appréciation justificatifs n'a été déposée en préfecture ni envoyée à l'inspection. Ces éléments ont été transmis dans le porter à connaissance déposé en préfecture en date du 12 novembre 2025. L'examen de ce dossier a amené l'inspection à demander des compléments sur ce sujet.  Un nouveau dossier de Porter à connaissance complété par les éléments demandés a été transmis en préfecture en date du 04/12/2025.  L'inspection proposera prochainement un projet d'arrêté préfectoral complémentaire modifiant cette prescription.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure</p>